



COMMISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Soixante-sixième session
13-19 mai 2010
Incheon, République de Corée

**QUESTIONS DE POLITIQUE INTÉRESSANT LA RÉGION ASIE-PACIFIQUE :
ÉTUDE SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DE L'ASIE
ET DU PACIFIQUE 2010**

(Point 7 b) de l'ordre du jour provisoire)

**RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE 2010***

Note du secrétariat

RÉSUMÉ

Au début de l'année 2010, après la première contraction économique mondiale de l'époque contemporaine, la silhouette d'un « redémarrage en V » se dessinait clairement dans les économies de la région Asie-Pacifique, grâce, en grande partie, à un ensemble sans précédent de mesures de relance par les finances publiques. Cependant, le redémarrage reste fragile et inégal, exposé à de nombreux risques de dérapage. Si l'année 2009 a été marquée par la gestion de la crise, l'année 2010 s'annonce encore plus complexe pour les décisions de politique économique. Pour que le redémarrage se mue en reprise soutenue, il faudra entretenir l'élan tout en préservant la stabilité macroéconomique, sans pour autant céder aux tendances inflationnistes qui s'affirment et sans ignorer le danger des bulles spéculatives.

La crise a aussi mis en évidence les déséquilibres structurels mondiaux et régionaux sous-jacents qui s'accumulent depuis des décennies. Pour corriger ces déséquilibres multiples et remédier aux insuffisances du développement et pour rendre la reprise durable après l'arrêt des aides publiques, il faudra s'orienter vers des modes de développement plus équitables, plus équilibrés et durables. Il est peu probable que la région de l'Asie et du Pacifique puisse revenir à sa situation antérieure. Elle devra, à l'avenir, nourrir son propre développement et créer de nouvelles sources de croissance économique à l'intérieur même de son espace.

Dans ce panorama mondial radicalement transformé, la région Asie-Pacifique se présente aujourd'hui comme un acteur central des relations économiques internationales. Pour jouer pleinement son rôle, elle doit toutefois pratiquer un ensemble ambitieux de politiques.

Le présent document résume les principales constatations de l'Étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique 2010. L'Étude 2010 analyse cet environnement complexe et, sans céder à la facilité sous le prétexte du « redémarrage en V », expose les éléments d'un programme régional cohérent de politique économique.

* Le présent document est soumis plus tard que prévu car les données pour 2009 n'étaient pas disponibles à la date fixée initialement.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Introduction	2
I. EN 2009, RÉSISTER À LA VULNÉRABILITÉ AUX CHOCS EXTÉRIEURS	3
A. Sensibilité à la demande des pays développés	3
B. Sensibilité aux mouvements de capitaux	4
C. Effets sur l'emploi et le revenu	7
D. Migrations et envois de fonds : résistance aux pressions.....	9
E. Programmes d'incitation par les finances publiques : atténuer les pertes...	9
II. LA REPRISE À L'HORIZON ET LES DÉFIS DE 2010	10
A. L'inflation menace du côté de la demande et du côté de l'offre	11
B. Pour préserver la croissance, éviter des mesures de sortie prématurées	14
C. Nouveaux moteurs de croissance pour soutenir le dynamisme	15
III. DÉSÉQUILIBRES ET INSUFFISANCES DU DÉVELOPPEMENT : DE NOUVEAUX MOTEURS DE CROISSANCE ?	15
A. Déséquilibres macroéconomiques	15
B. Déséquilibres socioéconomiques et insuffisances du développement	16
C. Déséquilibres écologiques	16
IV. UNE POLITIQUE ÉCONOMIQUE DE CROISSANCE INCLUSIVE ET DURABLE	17
A. Renforcer la protection sociale	17
B. Encourager une seconde révolution verte pour l'agriculture et le développement rural.....	17
C. Soutenir les nouveaux moteurs de la croissance : les innovations vertes ...	18
D. Renforcer l'inclusion financière	19
E. Construire un cadre régional d'action coopérative.....	19

Introduction

1. En 2010, alors que la région se relève de la crise économique, l'environnement de politique économique s'annonce particulièrement complexe. La transformation radicale du panorama mondial crée une occasion historique pour la région en tant qu'acteur central des relations économiques internationales. La crise présente aussi aux décideurs la possibilité d'orienter la reprise macroéconomique vers un développement plus inclusif et plus durable.

2. Le présent document résume les principales constatations et recommandations de politique générale qui ressortent de l'Étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique 2010. L'Étude 2010 dresse d'abord un bilan de la crise économique et l'inventaire des problèmes de politique économique qu'elle suscite. Elle analyse ensuite les multiples déséquilibres latents et

examine les moyens par lesquels la région pourrait augmenter la demande et l'offre globales. Elle invite à prendre rapidement des décisions sur un programme de réforme des politiques sans céder à la facilité sous le prétexte du « redémarrage en V ».

I. EN 2009, RÉSISTER À LA VULNÉRABILITÉ AUX CHOCS EXTÉRIEURS

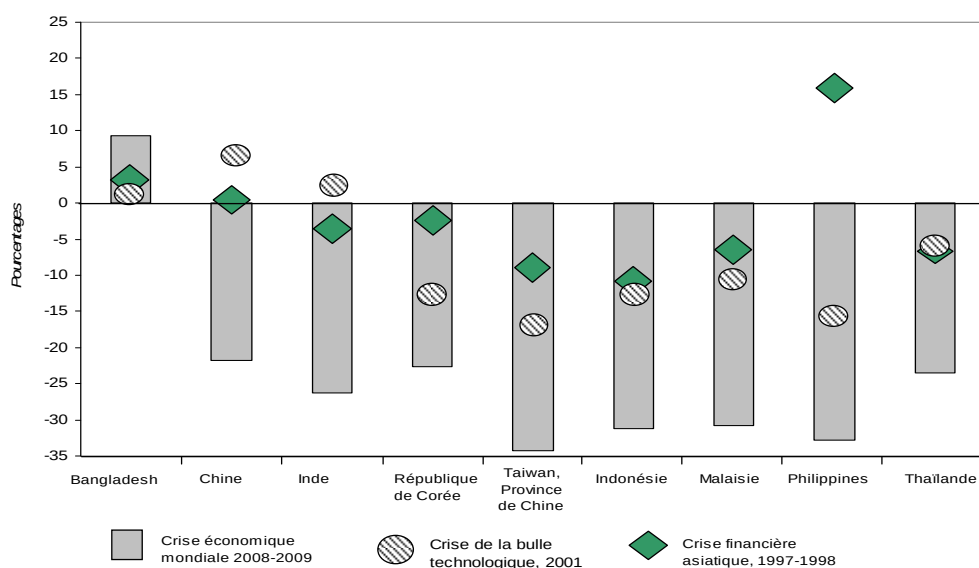
3. Durant l'année 2009, les économies en développement de l'Asie et du Pacifique ont eu la croissance la plus forte au monde. Elles ont atteint globalement cette année-là un taux annuel de croissance de 4,0 %, la Chine et l'Inde obtenant respectivement une croissance de 8,7 % et 7,2 %. Toutefois, si l'on exclut ces deux économies à croissance rapide, les autres économies en développement de la région ont subi une contraction de 0,6 % en 2009.

4. La violence de la crise dans la région a varié d'un pays à l'autre, selon le degré de sensibilité aux chocs extérieurs, c'est-à-dire le degré de dépendance envers la croissance alimentée par les exportations et d'exposition à l'instabilité financière et à la fluctuation du taux de change. Le niveau de sensibilité a dépendu de la structure de la demande, de la marge de manœuvre budgétaire et du volume des réserves de change de chaque économie.

A. Sensibilité à la demande des pays développés

5. L'impact de la crise a été transmis par des chocs du commerce extérieur qui ont frappé les économies de la région Asie-Pacifique largement tournées vers l'exportation. Les exportations ont chuté vivement du mois d'août 2008 au mois de juin 2009, à des taux quasiment doubles de ceux qu'avaient provoqué la crise financière asiatique de 1997 et la récession de 2001 causée par la bulle technologique (Figure 1). Les taux mensuels de contraction ont été plus remarquables encore puisqu'ils ont dépassé 30 % dans plus d'un pays et même parfois 40 % dans la Fédération de Russie, aux Philippines et à Singapour. À mesure que les taux de croissance dans la région s'érodaient, les importations s'effondraient plus brutalement encore à cause du fort contenu d'importations des exportations régionales.

Figure 1. Croissance comparée des exportations de marchandises des principales économies en développement asiatiques durant trois crises, de 1997 à 2009.



Source : Les calculs de la CESAP utilisent les données provenant de CEIC Data Company Ltd., disponibles à l'adresse <http://ceicdata.com/> (consultée le 16 février 2010).

Note : Les taux de croissance de 2008 et de 2009 ont été calculés à partir des données du premier semestre de 2009 et du premier semestre de 2008 ; ceux de 2001 ont été calculés sur la base de 2001 par rapport à 2000 et ceux de 1997 et 1998 ont été calculés sur la base de 1998 par rapport à 1997.

6. Trois grands facteurs sont intervenus pour aggraver la vulnérabilité de la région à la crise :

a) Premièrement, plus le commerce extérieur pesait lourd dans l'économie, plus l'impact a été brutal. Le choc a donc été violent dans les économies en développement de la région où le secteur exportateur est à l'origine de près de 38 % du PIB, soit deux fois et demie plus que la proportion correspondante dans les économies développées de la région ;

b) Deuxièmement, étant donné la part importante des marchés développés dans le commerce extérieur de la région, l'orientation des échanges a exercé une influence déterminante sur la sensibilité d'une économie donnée à telle ou telle source de perturbation des marchés. La baisse de la demande d'importations des États-Unis, de l'Europe et du Japon a eu un effet direct sur les exportations de l'Asie et du Pacifique en raison de la forte présence de la région dans les importations de ces pays développés ;

c) Troisièmement, la gamme des produits a eu aussi une importance capitale. Plus les produits qui utilisent comme biens intermédiaires des pièces et des composants électroniques et mécaniques représentaient une grande part dans les exportations du pays, plus le pays a souffert de la crise.

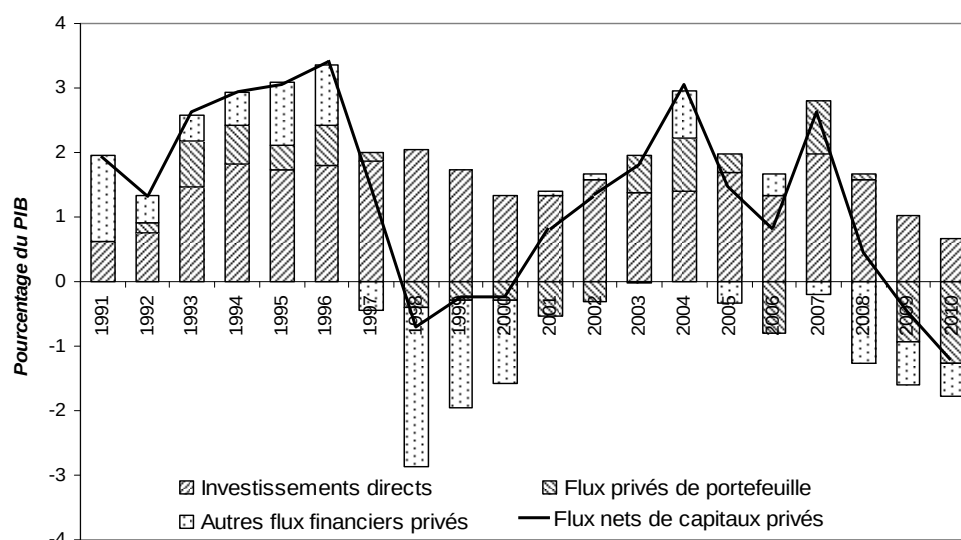
B. Sensibilité aux mouvements de capitaux

7. La crise a d'abord atteint la région par le canal des mouvements de capitaux à court terme qui, rappelant les événements de 1997, ont déclenché l'instabilité. Le mécanisme des mouvements de capitaux a fonctionné cette fois-ci d'une manière différente de celle de 1997. Cette année-là, le problème des mouvements de capitaux est venu plutôt d'un endettement excessif en devises à court terme contracté par les banques et les autres agents du secteur privé des pays. Par contraste, les dix dernières années se sont caractérisées par l'apparition d'un autre type de flux de capitaux vers la région : les capitaux étrangers de portefeuille dont les mouvements se sont inversés quand la crise a éclaté aux États-Unis et en Europe. L'analyse des mouvements nets de capitaux (Figure 2) montre que l'effondrement de 1997 a résulté en grande partie de la cessation des prêts bancaires de court terme. Au contraire, la crise ouverte en 2008 a été provoquée davantage par des inversions brutales des flux de portefeuille, même s'il s'est inévitablement produit aussi un tarissement des prêts de nombreuses banques internationales, en réaction aux difficultés financières qu'elles rencontraient elles-mêmes.

8. Le problème est créé par l'exposition au risque de sorties de capitaux soudaines dans le cas des pays qui ont reçu des entrées massives de capitaux durant les années précédentes et où existe donc un stock d'endettement extérieur brut dont le mouvement pourrait éventuellement s'inverser. Même des pays ayant une balance des paiements fortement excédentaire, comme Singapour et la Malaisie, ont aussi subi un effet de diminution de leurs réserves à cause de l'inversion de certains endettements extérieurs bruts des années antérieures.

9. Alors que la crise financière actuelle met en évidence l'importance des avoirs de réserves, il reste cependant difficile d'apprécier quel peut être le montant approprié ou souhaitable des réserves pour un pays donné. Comme la crise l'a montré, la détention de réserves n'est exempte ni de coûts ni de risques. L'Asie, dans son ensemble, possède des réserves adéquates par rapport aux importations et à l'endettement sur le court terme. Il n'existe à ce jour aucun étalon permettant de mesurer la sensibilité potentielle tenant au risque d'inversion de ces autres types de flux de capitaux.

Figure 2. Mouvements nets de capitaux privés vers l'Asie émergente de 1991 à 2010



Source : À partir des données provenant du FMI, *World Economic and Financial Surveys : World Economic Outlook Database*, édition d'octobre 2009 ; disponibles à l'adresse www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2009/02/weodata/index.aspx (consultée le 25 février 2010)

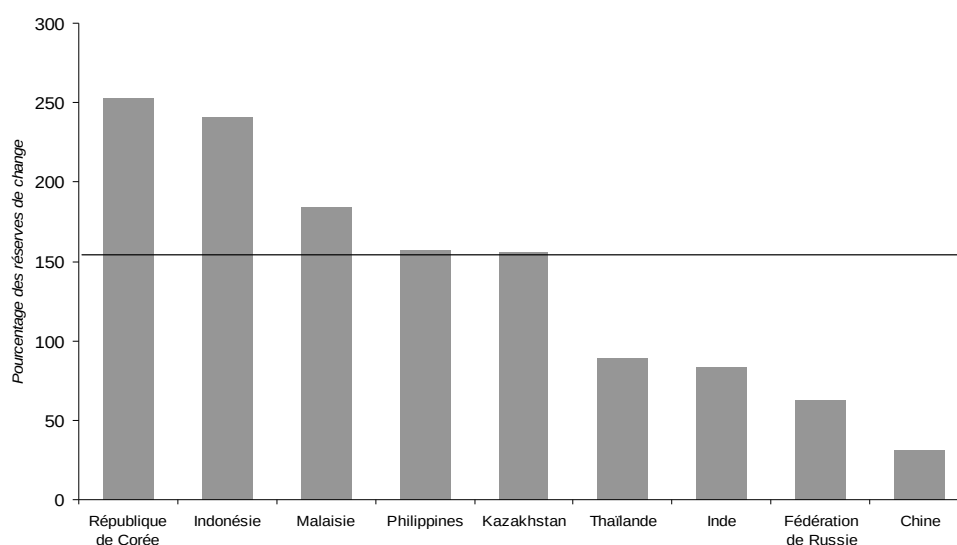
Notes : Les données pour 2009 et 2010 sont des projections du FMI. L'Asie émergente comprend 26 pays asiatiques en développement et économies asiatiques nouvellement industrialisées.

10. Une mesure plus précise de la sensibilité pourrait comprendre, pour un pays, le niveau de l'endettement extérieur brut qui est le plus clairement exposé à l'inversion des flux et qui est mesurable. Cette mesure comprend alors la dette à court terme, le stock de flux d'entrées de portefeuille et le montant des importations sur trois mois. Le montant de la dette à court terme et le stock de flux d'entrées de portefeuille doivent figurer dans cet agrégat parce que les fonds qu'ils représentent peuvent quitter le pays à tout moment et exercer alors une pression dans le sens de la dévaluation de la monnaie. De même, le montant des importations sur trois mois correspond au montant des réserves qui quitteront le pays pour financer les importations. Les chiffres « bruts » sont préférables aux chiffres « nets » parce que, si les agents étrangers décident de retirer leurs capitaux, il n'est pas certain qu'un pays puisse coordonner les opérations de manière à rembourser simultanément au pays d'origine ses créances externes brutes (surtout si les investissements à destination et en provenance du pays sont effectués par des parties indépendantes les unes des autres).

11. Le seuil des réserves de change qui est retenu est de 100 %. Il n'est cependant pas à toute épreuve. Il peut être surestimé en effet si le prix du portefeuille sur le marché dans une période difficile est sensiblement inférieur à sa valeur historique. Également, les dépréciations du taux de change en cas de crise peuvent aussi réduire

le stock de flux de sortie. Inversement, le seuil peut être sous-estimé dans le cas des pays qui sont exposés à une pression sur le taux de change causée par la fuite des capitaux des résidents ou encore lorsque la mesure choisie n'inclut pas les composants de court terme de l'investissement étranger direct, notamment le capital-investissement. La probabilité d'une « fuite interne » s'est accentuée ces dernières années par suite de la libéralisation de la réglementation des sorties de capitaux. La figure 3 illustre « la mesure-étalon de la sensibilité » des pays qui n'étaient pas couverts pleinement par leurs réserves de change à la fin de 2008, après le pire impact financier de la crise. En Indonésie, au Kazakhstan, en Malaisie aux Philippines et en République de Corée, le stock d'entrées d'investissements de portefeuille étrangers représentait la plus grande fraction de la mesure-étalon de la sensibilité, suivi par la dette à court terme.

Figure 3. Mesure-étalon de la sensibilité, en pourcentage des réserves de change dans les principales économies asiatiques en développement, 2008



Sources : Calculs de la CESAP à partir des données du FMI, *International Financial Statistics (IFS) Online Service*, disponible à l'adresse www.imfstatistics.org/imf/ (consultée le 24 octobre 2009) et *World Economic and Financial Surveys : World Economic Outlook Database*, édition d'octobre 2009, disponible à l'adresse www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2009/02/weodata/index.aspx (consultée le 24 octobre 2009) ; Banque mondiale, bases de données *Quarterly External Debt Statistics*, disponible à l'adresse <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/DATASTATISTICS/EXTDECQEDS/0,,menuPK:1805431~pagePK:64168427~piPK:64168435~theSitePK:18054115,00.html> (consultée le 13 octobre 2009) ; CEIC Data Company Ltd., disponible à l'adresse <http://ceicdata.com/> (consultée le 24 octobre 2009).

Note : La mesure-étalon de la sensibilité est la somme de la dette à court terme, des importations du dernier trimestre de l'année et du stock de capital-investissement et de l'endettement sous forme d'investissements de portefeuille. Les chiffres du stock d'investissements étrangers de portefeuille en Indonésie, en Malaisie et aux Philippines sont ceux de 2007.

12. Quelle est le meilleur régime applicable aux flux de capitaux de portefeuille ? Si les entrées sont incontrôlées, il faut constituer des réserves suffisantes pour amortir les conséquences de sorties soudaines de capitaux, ce qui est une solution onéreuse. Si l'on s'en tient au rapport coût-avantages, un régime de libres mouvements n'est pas nécessairement le meilleur choix. Les recherches tendent à indiquer que les avantages d'une liberté totale sont au mieux ambigus. Les autres options comportent différents types de contrôles parmi lesquels une taxe internationale destinée à modérer la volatilité des entrées d'investissements de portefeuille (la « taxe Tobin »), des contrôles des flux d'entrée (*Encaje* au Chili : un dépôt sans intérêts d'un an auprès de

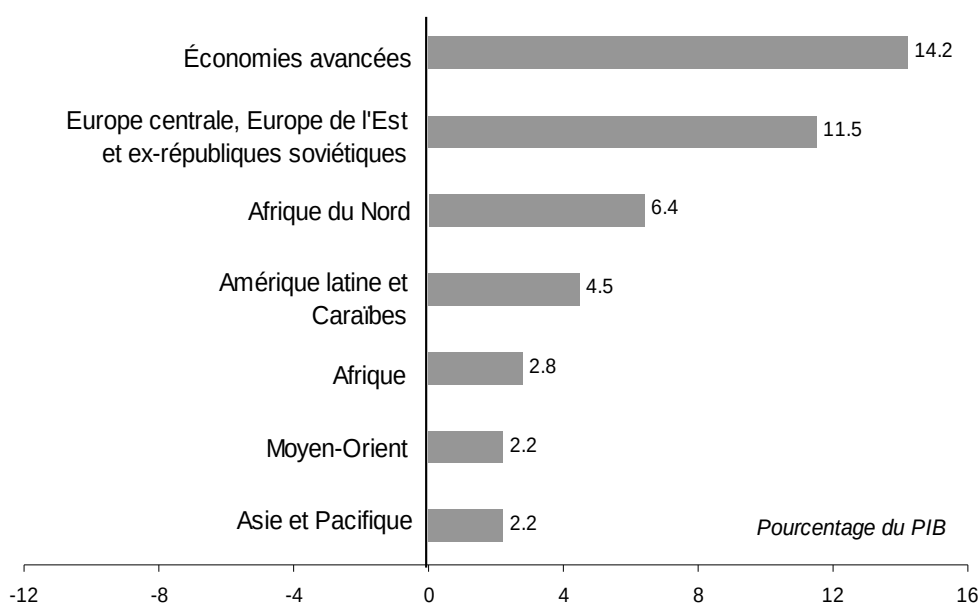
la banque centrale) ou des contrôles quantitatifs des sorties de capitaux de portefeuille. Toutes ces formules font l'objet de discussions.

C. Effets sur l'emploi et le revenu

13. L'effondrement de la demande globale provenant des pays développés a provoqué des fermetures d'entreprises et des pertes d'emplois massives dans un grand nombre des principaux secteurs manufacturiers exportateurs de la région, notamment les textiles, le vêtement, l'électronique et l'automobile. L'Organisation internationale du travail (OIT) estime que le nombre de chômeurs dans la région Asie-Pacifique a augmenté de 10 millions entre 2007 et 2009, portant le taux de chômage à 5,0 %. S'il est vrai que le taux de chômage de la région était inférieur au taux moyen de 8,2 % des pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) au second trimestre de 2009, il reste cependant que certaines caractéristiques du chômage dans les économies d'Asie en développement sont inquiétantes.

14. La hausse du chômage dans les pays en développement a des répercussions socio-politiques beaucoup plus profondes que dans les pays développés, faute de régimes de protection sociale. La région est en fait l'une de celles qui ont le niveau de dépenses publiques le plus bas pour la protection sociale (Figure 4) et des millions d'agents économiques qui ont travaillé pendant des décennies pour échapper à la pauvreté peuvent se retrouver pauvres en quelques mois voire quelques jours, dès que leur épargne personnelle est épuisée. D'après les estimations de la croissance économique dans la région par l'OIT, la crise actuelle pourrait précipiter 21 millions supplémentaires de personnes en dessous du seuil de pauvreté de 1,25 dollars par jour ou 25 millions en dessous du seuil de deux dollars par jour. Inévitablement, les abus et la violence contre les femmes, les enfants et les jeunes augmentent dans de telles conditions et les retombées sociales sont ressenties beaucoup plus longtemps que ce que dure la crise.

Figure 4. Dépenses sociales en pourcentage du PIB pour les années disponibles les plus récentes

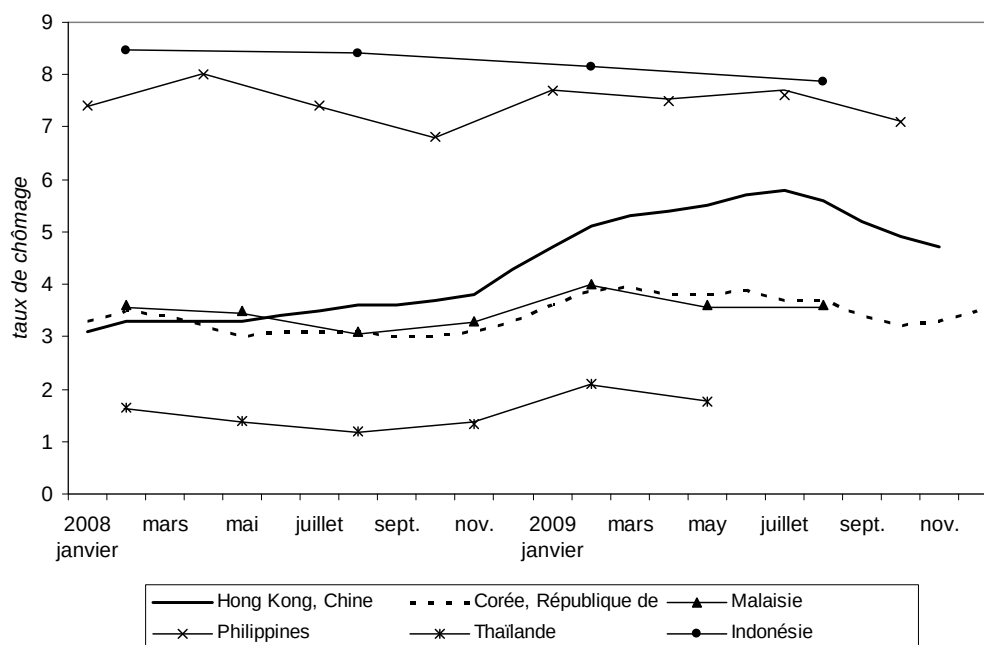


Source : OIT, *The Financial and Economic Crisis: a Decent Work Response* (Genève, 2009).

15. Dans l'ensemble de la région, le nombre des « emplois vulnérables » a probablement augmenté de 47 millions entre 2007 et 2009, grossissant d'autant le chiffre estimatif de 1,09 milliards d'emplois (60,7 % de tous les travailleurs) classés dans cette catégorie en 2008. Les chiffres du chômage en Asie et dans le Pacifique sont une mesure approximative qui sous-estime lourdement les retombées de la crise. Le manque d'informations à jour et fiables sur le marché du travail complique encore l'appréciation des effets de la crise sur ce marché. De plus, pour de nombreux travailleurs qui perdent leur emploi ou dont le revenu se réduit en l'absence de régimes de protection sociale, le glissement vers l'emploi vulnérable et informel est souvent le seul choix possible pour subvenir à leurs propres besoins et à ceux de leur famille.

16. Un signe positif apparaît dans les chiffres très récents du marché du travail qui indiquent une stabilisation après le sommet atteint par la courbe du chômage en 2009 (Figure 5). Les crises financières et économiques antérieures ont montré que la reprise sur le marché du travail peut tarder jusqu'à quatre ou cinq ans après la reprise économique. Viennent s'ajouter à ce délai les cinq ans qui peuvent être nécessaires pour regagner le terrain perdu dans la lutte contre la pauvreté. Les hausses de l'emploi informel sont difficiles à inverser. La récupération des salaires réels prend du temps, tout comme celle de la productivité du travail. Il est donc impératif : a) d'appliquer et de maintenir le panachage approprié de politiques macroéconomiques ; b) d'opérer des réformes du marché du travail qui renforcent l'endurance et l'adaptabilité ; c) de hiérarchiser la répartition des ressources en favorisant la création de mécanismes de protection sociale efficaces.

Figure 5. Taux de chômage mensuels et trimestriels dans six économies asiatiques, 2008 et 2009



Source : OIT, base de données *Laborsta*, disponible à l'adresse www.laborsta.ilo.org (consultée le 18 janvier 2010).

D. Migrations et envois de fonds : résistance aux pressions

17. Dans l'espace des vingt dernières années, les envois de fonds sont devenus une source sans cesse plus importante de financement extérieur du développement qui procure un soutien à la balance des paiements et contribue au produit national brut. Or, à quelques exceptions près en Asie et dans le Pacifique, les envois de fonds se révèlent être, de loin, la source la plus stable d'entrées de devises parmi tous les flux de capitaux à destination des pays en développement qui, à part ces envois, se sont réduits spectaculairement depuis le déclenchement de la crise économique. La stabilité des flux d'envois de fonds vers la région Asie-Pacifique est attribuable en grande partie au stock relativement constant de population migrante répartie dans un vaste ensemble de pays de destination, dont les économies voisines et les pays du Conseil de coopération des États arabes du Golfe qui ont traversé la crise économique dans de meilleures conditions que les États-Unis et les pays développés d'Europe. La question majeure est de savoir ce qu'il adviendra du stock et des flux de travailleurs migrants alors que le chômage augmente dans les principaux pays de destination. Les données les plus récentes de certains pays sources de migration dans la région indiquent des flux réduits de nouveaux travailleurs migrants alors que de nombreux pays de destination ont restreint l'accès de la main-d'œuvre migrante aux marchés du travail.

18. Conscients des conséquences socioéconomiques catastrophiques qu'un retour massif des travailleurs migrants pourrait avoir pour le développement et la pauvreté, les gouvernements de certains grands pays sources de migrants ont pris des dispositions pour compenser l'impact négatif sur les travailleurs migrants. Alors que les courants de migration à partir de l'Asie et du Pacifique et à l'intérieur de la région resteront soumis aux effets du ralentissement de la croissance dans les mois à venir, les programmes d'aide devront être maintenus suffisamment longtemps au long du processus de redressement économique.

E. Programmes d'incitation par les finances publiques : atténuer les pertes

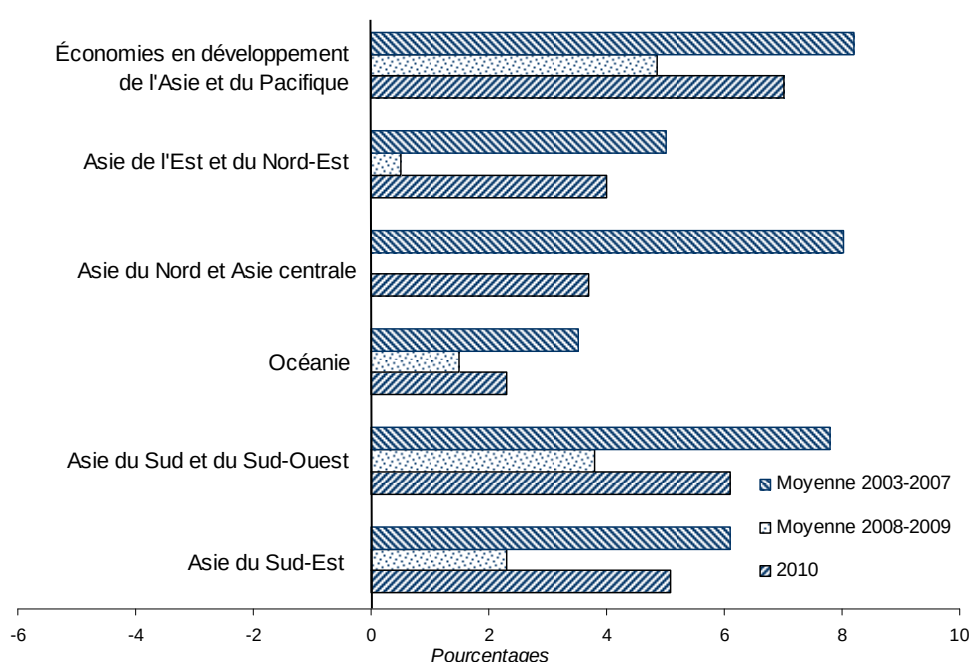
19. Les pays d'Asie et du Pacifique étaient diversement préparés à réagir à la crise financière de 2009, ce qui explique leurs expériences contrastées. Les pays les plus capables de combiner des programmes de dépenses rapides et massives à contre cycle ont été ceux qui, au moment de la crise, se trouvaient avoir des fondamentaux macroéconomiques solides, en particulier des tendances inflationnistes stables, des équilibres budgétaires robustes et des ratios bas d'endettement public par rapport au produit intérieur brut (PIB). L'injection massive de dépenses publiques a contribué à atténuer l'impact de la baisse des exportations, de la chute de la demande de services, de tourisme par exemple et du ralentissement de la croissance des envois de fonds des travailleurs migrants. Plus important encore, les mesures d'incitation ont aussi apporté une certaine protection aux travailleurs vulnérables qui avaient perdu leur emploi, principalement les travailleurs non qualifiés, très souvent des femmes.

20. L'analyse quantitative exposée dans l'Étude économique et sociale 2010 soutient que les programmes d'incitation ont certainement eu un effet et compensé jusqu'à un certain point la perte d'exportations. Pour chaque dollar d'exportations perdues par les grandes économies de la région, la perte de PIB a été en moyenne de 0,88 dollar. Les pertes se sont étagées de 1,10 dollars au Japon à 0,70 dollar en Chine et 0,40 dollar en Malaisie et à Singapour. Si la seule variable agissant sur le PIB avait été la chute des exportations, la croissance du PIB en 2009 aurait reculé de 7,8 %. Or, la baisse effective en 2009 n'a été que de 4,2 % grâce, en grande partie, aux programmes d'incitation par les finances publiques.

II. LA REPRISE À L'HORIZON ET LES DÉFIS DE 2010

21. Les perspectives pour 2010 sont nettement plus prometteuses : les prévisions pour les économies en développement d'Asie et du Pacifique annoncent une croissance de 7,0 % en 2010 (Figure 6), avec aux premiers rangs les machines économiques auto-alimentées de la Chine et de l'Inde dont la croissance devrait être respectivement de 9,5 % et 8,3 %. Le rythme de la reprise variera d'une sous-région à l'autre en 2010. L'Asie du Sud et l'Asie du Sud-Ouest viendront en tête avec une croissance de 6,1 % après les 2,9 % de 2009. Le redressement le plus spectaculaire se produira en Asie du Nord et en Asie centrale. Sous l'effet du ralentissement sévère de 2009 dans la Fédération de Russie, la croissance dans la sous-région est tombée à -5,8 %. La croissance positive devrait rebondir à 3,7 % en 2010.

Figure 6. Taux de croissance moyens et prévisions des économies d'Asie et du Pacifique par sous-région, 2003 à 2010



Sources : Calculs de la CESAP à partir de sources nationales ; FMI, *International Financial Statistics (IFS) Online Service*, disponible à l'adresse www.imfstatistics.org/imf/ (consultée le 26 février 2010) ; BAsD, *Key Indicators for Asia and the Pacific 2009*, disponible à l'adresse www.adb.org/Documents/Books/Key_Indicators/2009/default.asp (consultée le 1er octobre 2009) ; CEIC Data Company Ltd., disponible à l'adresse <http://ceicdata.com/> ; site Web du Comité statistique interétatique de la Communauté des États indépendants, www.cisstat.com (consulté le 22 mars 2010) ; estimations de la CESAP.

Notes : Les taux de croissance réelle du PIB pour 2009 sont des estimations et ceux de 2010 sont des prévisions (à la date du 15 avril 2010). La région de la CESAP compte 37 économies en développement (sans les pays d'Asie centrale). Les calculs se fondent sur la moyenne pondérée des chiffres du PIB en dollars des États-Unis en 2007 (aux prix de 2000). Parmi les groupements sous-régionaux, le Japon est inclus dans l'Asie de l'Est et du Nord-Est et l'Australie et la Nouvelle-Zélande sont incluses dans l'Océanie.

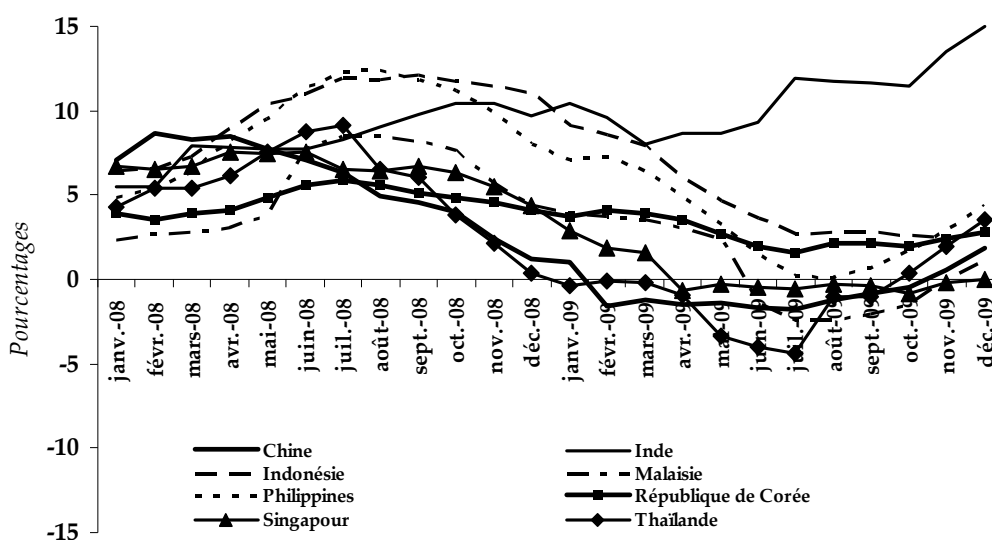
22. Au-delà même des risques immédiats associés au processus de reprise, la nature de ce processus ne laisse pas d'inquiéter quant à savoir notamment si resurgiront les problèmes du passé ou si de nouveaux obstacles vont se dresser dans les années à venir. Une série complexe de décisions difficiles se profile à l'horizon.

A. L'inflation menace du côté de la demande et du côté de l'offre

23. La réapparition des pressions inflationnistes au moment où la reprise se renforce menacerait gravement la durabilité de la croissance régionale. Les pays doivent trouver un équilibre entre le risque d'enclencher une spirale inflationniste qui s'accompagnerait d'une croissance négative de long terme et le risque de bloquer la tendance au retour de la croissance dans le court terme. À ce jour, l'Australie, la Malaisie et l'Inde, par exemple, ont annoncé des hausses de leurs taux d'intérêt directeurs. Pour chaque économie, le choix du moment et de la méthode à suivre pour sortir de l'incitation par les finances publiques et resserrer la politique monétaire relève d'une décision cruciale.

24. La pression inflationniste s'est relâchée sensiblement après le dernier trimestre de 2008, simultanément avec le déclin de l'activité économique interne (Figure 7). Le répit n'a guère duré car la reprise économique a relancé la demande intérieure et calmé les craintes initiales d'une dangereuse spirale déflationniste. En juillet 2009, la baisse des taux d'inflation depuis le début de la crise s'était à peu près stabilisée dans de nombreux pays et les taux d'inflation sont repartis en hausse au cours des mois suivants.

Figure 7. Inflation des prix à la consommation, d'une année sur l'autre, dans les principales économies en développement asiatiques, 2008 et 2009



Source : CEIC Data Company Ltd., disponible à l'adresse <http://ceicdata.com> (consultée le 20 février 2010).

25. Outre le renforcement des pressions inflationnistes du côté de la demande, la reprise des pressions provenant de l'offre, en raison de l'instabilité des prix des produits de base, est l'une des principales causes de l'enchérissement des prix. C'est d'ailleurs pourquoi la CESAP, dans l'Étude 2009, appelait les décideurs à la vigilance dans la phase de l'après-crise. Les prix des produits pétroliers ont augmenté régulièrement en 2009. Ils pourraient annoncer un retour des hausses des prix des produits alimentaires et nécessitent un suivi attentif dans les mois à venir. Les autres facteurs susceptibles de précipiter une réapparition des prix élevés des produits alimentaires en 2010 pourraient tenir notamment à des événements météorologiques. Des hausses des prix des produits alimentaires nuiraient fortement aux populations les plus démunies de la région, aggravant la pauvreté, l'inégalité et les conditions sanitaires et refermant sur elles le piège de la pauvreté.

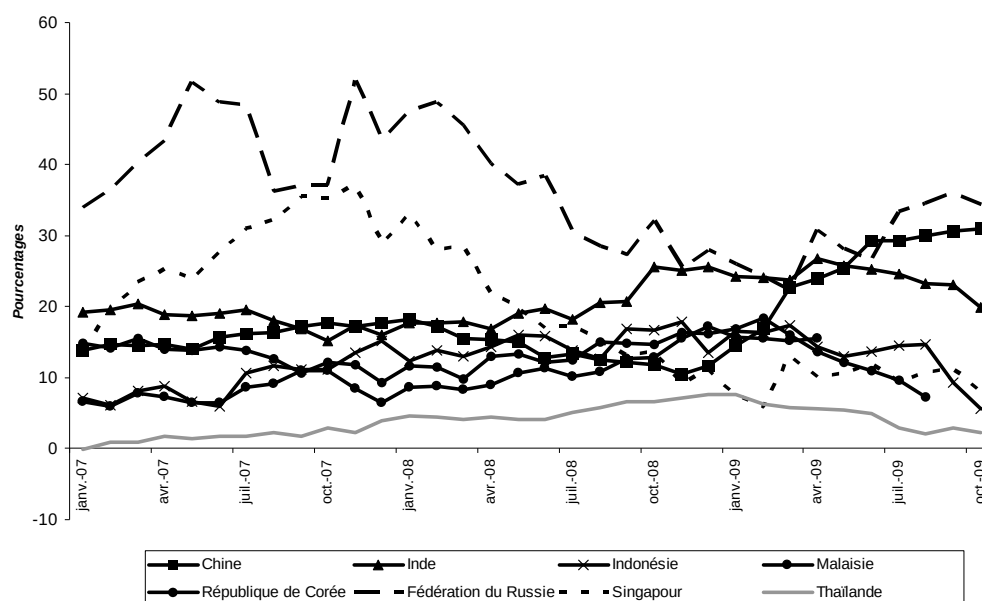
26. Les bulles spéculatives sont également cause de préoccupation pour la solidité du processus de reprise. Des capitaux étrangers abondants, ayant leur source dans les programmes d'incitation par les finances publiques et gonflés par le soutien apporté à la liquidité des systèmes financiers des pays développés, ont été attirés vers la région au long des derniers mois en raison de ses perspectives de croissance relativement robustes. À mesure que les entrées de capitaux continuent de grossir, le risque grandit aussi qu'une modification inattendue des taux d'intérêt ou une appréciation soudaine de la valeur du dollar des États-Unis provoque un retrait des capitaux dans les pays et dans les compartiments du marché financier attrayants jusque-là et entraîne un effondrement brutal des prix des actifs et des taux de change. La question de savoir comment profiter des avantages des investissements étrangers de portefeuille, tout en réduisant autant que possible les risques correspondants pour la stabilité macroéconomique, reste une énorme interrogation pour la région. Des bulles spéculatives pourraient se former dans certains secteurs et créer des risques pour les secteurs financiers internes et pour la stabilité macroéconomique générale.

27. Des liquidités ont été injectées dans le système financier des États-Unis par le biais d'achats par la Réserve fédérale de titres adossés à des hypothèques et d'autres instruments d'endettement institutionnel. Par ailleurs, le gonflement des opérations spéculatives sur écart de rendement (*carry trade*) à partir du dollar a généré un apport considérable de capitaux étrangers, les agents empruntant des dollars à bas taux d'intérêt pour les investir dans les monnaies de la région qui offrent de solides perspectives d'appréciation et des taux d'intérêt relativement attrayants. Les pays d'Asie et du Pacifique ont été particulièrement exposés aux opérations spéculatives sur écart de rendement parce que la reprise économique plus rapide chez eux que dans les autres régions du monde a fait entrevoir la possibilité de hausses des taux d'intérêt et des taux de change.

28. Les capitaux nationaux ont été attirés eux aussi vers les marchés financiers régionaux par la création de liquidités à l'échelon national dans de nombreux pays asiatiques en développement au titre des politiques de d'incitation monétaire. L'offre de crédit (Figure 8) et les prix des actifs ont augmenté substantiellement dans de nombreuses économies après une baisse dans les premiers temps de la crise, notamment en Chine, dans la Fédération de Russie et en Inde.

29. Escomptant une reprise rapide et forte, les marchés financiers de la région ont amorcé une hausse au début de 2009 (Figure 9). Dans certains cas, les bourses des valeurs ont retrouvé des niveaux voisins de ceux qui avaient précédé immédiatement la crise. En outre, la baisse des principaux marchés avant leur retour sur le chemin de la croissance a été beaucoup moins sévère qu'au cours de la crise de 1997, sauf pour la Chine. De ce fait, globalement, les marchés financiers asiatiques se sont redressés sans commune mesure avec ceux des autres régions de pays en développement, témoignant clairement de l'attente, chez les investisseurs, de perspectives de croissance relativement robustes à l'échelle internationale.

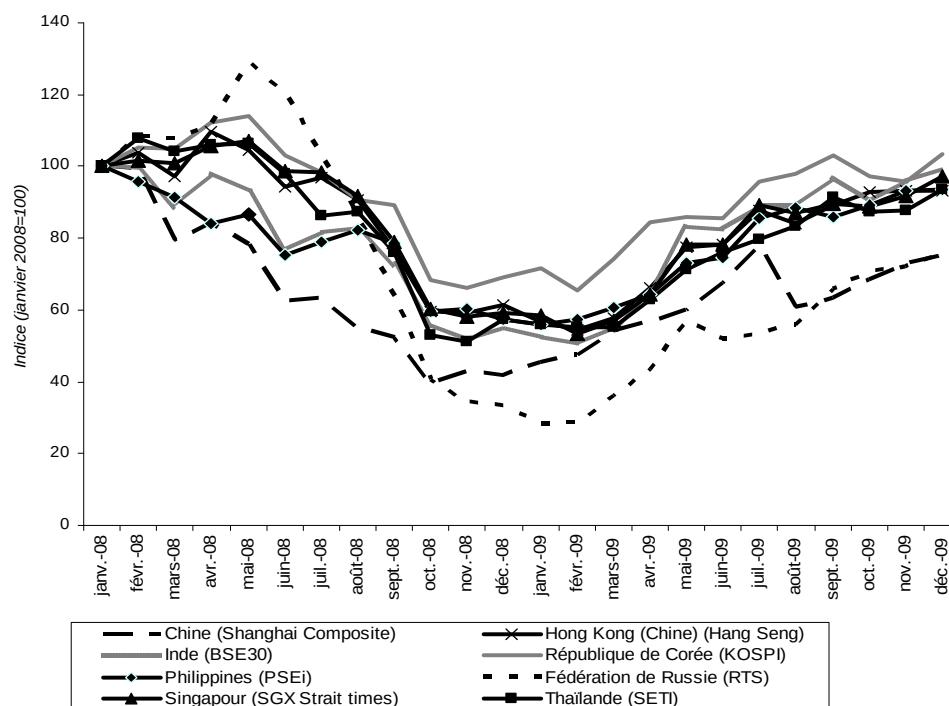
Figure 8. Croissance du crédit, d'une année sur l'autre, dans les principales économies en développement asiatiques, de janvier 2007 à octobre 2009



Source : Calculs de la CESAP à partir des données du FMI, *International Financial Statistics (IFS) Online Service*, disponibles à l'adresse www.imfstatistics.org/imf/ (consultée le 20 janvier 2010).

Note : Les données utilisées dans le graphique se rapportent au crédit intérieur comprenant les créances sur l'État, les créances sur le secteur privé et les créances sur les autres établissements financiers.

Figure 9. Comportement du marché financier dans les principales économies en développement asiatiques, de janvier 2008 à décembre 2009



Source : Calculs de la CESAP à partir des données provenant de CEIC Data Company Ltd., disponibles à l'adresse <http://ceicdata.com> (consultée le 20 février 2010).

Note : L'indice du marché financier de chaque pays est indiqué entre parenthèses dans la légende.

30. Les marchés financiers sont souvent considérés comme les principaux indicateurs du comportement économique futur. Le redressement des prix semble ici montrer que les investisseurs financiers estiment que la croissance reprendra plutôt rapidement dans la région. Il est permis de se demander si l'optimisme des investisseurs est excessif au sujet de la reprise ou encore s'il est alimenté par la nécessité d'investir les capitaux disponibles en abondance provenant des pays développés. Le risque d'un retour de l'instabilité sur les marchés financiers plane donc sur les mois à venir.

31. Les gouvernements peuvent envisager de modérer les entrées de capitaux à court terme par divers moyens de contrôle pour préserver la stabilité financière. Il est admis de plus en plus généralement que les moyens d'intervention doivent comporter des mesures dans ce sens, particulièrement à un moment où un énorme surplus de liquidité dans l'économie mondiale trouve à se déverser dans la région Asie-Pacifique.

B. Pour préserver la croissance, éviter des mesures de sortie prématurées

32. La phase de reprise dans les économies de la région place les décideurs devant des décisions difficiles : à quel moment, dans quel ordre et à quel rythme faut-il commencer à éliminer les programmes d'incitation qui ont été le principal soutien de la croissance après la crise ? Sous réserve que les pressions inflationnistes et budgétaires se cantonnent dans des limites raisonnables, la priorité générale, pour les décideurs, est de maintenir ces programmes jusqu'à ce que les moteurs de croissance auto-alimentés soient fermement en marche.

33. Les déficits budgétaires sont naturellement sources de préoccupation dans toute la région. Le règlement des problèmes créés par les déficits est un objectif du moyen terme. Ces déficits ont fait figure d'exceptions dans un contexte général de politiques budgétaires prudentes. Étant donné la relative stabilité des indicateurs macroéconomiques fondamentaux dans la plupart des pays, des niveaux d'emprunt plus élevés restent supportables sans compromettre les possibilités de remboursement. La pression budgétaire est assurément un problème dans le moyen terme mais la première cause de préoccupation pour le court terme dans la région reste la pression inflationniste.

34. En définitive et avec des variations suivant les pays, la région a surtout d'intérêt à soutenir la croissance plutôt qu'à permettre une montée de l'inflation. En conséquence, les décideurs devraient se garder de toute sortie prématurée des politiques d'incitation jusqu'à ce qu'il soit prouvé que la croissance peut se maintenir sans aides. Ils doivent veiller en outre à ce que les mesures de sortie adoptées le moment venu dosent correctement les interventions budgétaires et monétaires pour accomplir la double tâche de soutenir la croissance et de contenir l'inflation. Le resserrement monétaire est une mesure des plus efficaces pour maîtriser les pressions qui s'exercent sur les prix car il agit directement sur l'expansion du crédit.

35. Le choix du moment d'éliminer les politiques d'incitation dépend de considérations nationales mais la coordination régionale conserve cependant un rôle central, principalement pour éviter des répercussions macroéconomiques négatives. Par exemple, si les plus grands pays éliminent tôt les incitations budgétaires, la demande régionale globale et les perspectives d'exportation des économies plus petites risquent de pâtir gravement. De même, un resserrement monétaire par l'augmentation des taux d'intérêt en l'absence d'augmentations similaires dans les autres économies pourrait attirer des flux de portefeuille qui accentueraient les pressions inflationnistes et pousseraient à la hausse les taux de changes nominaux, compromettant les perspectives de reprise des exportations.

C. Nouveaux moteurs de croissance pour soutenir le dynamisme

36. Les projections actuelles annoncent de fortes diminutions de la demande d'importations aux États-Unis dans les prochaines années en raison de l'ankylose du modèle de consommation du pays soutenu par l'endettement. Il faut s'attendre à ce que les pays de l'Asie et du Pacifique soient touchés à des degrés divers selon les pays acheteurs de leurs exportations et leur degré d'exposition au marché des États-Unis.

37. Par contraste, la période qui a précédé la crise financière mondiale s'est caractérisée par une croissance exceptionnelle des exportations. Entre 2001 et 2007, les exportations de 11 économies en développement asiatiques ont augmenté à un taux annuel moyen de 12,8 %, tandis que leur valeur faisait plus que doubler, passant de 2,3 billions de dollars à 4,8 billions de dollars. Les prévisions récentes du taux de croissance des exportations des mêmes pays de 2011 à 2014 font entrevoir un manque à exporter situé entre 3,1 % et 5,4 % par rapport à la tendance des années 2000 à 2007. Un tel ralentissement représente une chute de la demande globale de 200 milliards de dollars à 324 milliards de dollars par an, soit de 1,4 % à 2,1 % du PIB de ces pays.

38. Le tableau ainsi dressé correspond à la constatation faite par les dirigeants de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) à l'occasion de leur sommet de 2009 à Singapour, selon laquelle il est peu probable que les économies avancées puissent revenir à la « croissance d'hier » ou aux « échanges commerciaux d'hier ». Même si les pays avancés réussissent un redressement économique substantiel, leur demande d'importations en provenance de l'Asie et du Pacifique ne devrait pas retrouver ses niveaux antérieurs à la crise. Pour débâter les déséquilibres mondiaux, de nombreuses économies développées doivent freiner la consommation alimentée par l'endettement. Les pays d'Asie et du Pacifique, quant à eux, ont besoin de trouver de nouvelles sources de croissance, de « rééquilibrer » leurs économies dans le sens d'une augmentation de la consommation nationale et régionale. Pour que la demande nationale et régionale augmente sa contribution au-delà de la durée des incitations temporaires, des changements de politique devraient entreprendre un rééquilibrage structurel des économies dans le long terme. Une stratégie de ce type appelle une correction des grands déséquilibres mondiaux et régionaux.

III. DÉSÉQUILIBRES ET INSUFFISANCES DU DÉVELOPPEMENT : DE NOUVEAUX MOTEURS DE CROISSANCE ?

39. L'Étude 2010 de la CESAP explore les divers déséquilibres et lacunes (macroéconomiques, sociaux, développementaux et écologiques) et examine les moyens d'y remédier et d'accroître la demande globale qui pourraient devenir les nouveaux ressorts régionaux de la croissance.

A. Déséquilibres macroéconomiques

40. Les déséquilibres mondiaux du passé ont servi la région Asie-Pacifique en élargissant les marchés des exportations et en augmentant les réserves de devises. Seulement, ces déséquilibres ne sont pas durables. Ils sont à l'origine d'un renforcement des déséquilibres des échanges commerciaux et des balances des paiements que les États-Unis en particulier, où les niveaux d'endettement sont considérables, doivent maintenant redresser. Des déséquilibres macroéconomiques existent aussi dans la région, notamment entre les économies d'Asie de l'Est et d'Asie du Sud-Est et celles de l'Asie du Sud. En Asie de l'Est et en Asie du Sud-Est, les exportations nettes ont augmenté en proportion de la croissance du PIB, tandis qu'en Asie du Sud, elles ont été de plus en plus négatives. Pour l'Asie de l'Est, cette évolution s'explique par une diminution de la part de la consommation dans la

croissance économique de long terme, alors que pour l'Asie du Sud-Est, elle procède d'une réduction de la part des investissements de capital fixe. Dans le cas de l'Asie du Sud, au contraire, la part de la consommation et celle de l'investissement ont augmenté et provoqué une croissance nette des importations. L'aspect le plus troublant des déséquilibres mondiaux pourrait bien être le phénomène pervers des flux de capitaux d'investissement en provenance de l'Asie et du Pacifique en développement qui se dirigent vers les pays développés de l'Ouest. Ce phénomène se produit en grande partie parce que l'Asie ne dispose pas d'une architecture financière bien développée qui permettrait aux pays dont la balance courante est excédentaire d'employer leurs ressources à des fins productives dans d'autres parties de la région.

B. Déséquilibres socioéconomiques et insuffisances du développement

41. L'Asie et le Pacifique se caractérisent aussi par des déséquilibres socioéconomiques marqués et de grandes insuffisances de développement. Certes, la croissance économique rapide de la région a contribué à tirer des millions de personnes hors de la pauvreté. Il reste cependant que plus de 950 millions de personnes subsistent en dessous du seuil de pauvreté de 1,25 dollars par jour. D'autre part, le développement a été très inégal entre les sous-régions et d'un pays à l'autre. Les différences sont perceptibles à travers l'état d'avancement vers les Objectifs du millénaire pour le développement : l'Asie du Sud-Est vient en tête et l'Asie du Sud et les économies insulaires du Pacifique sont en retard. Des écarts similaires existent dans le développement des infrastructures, comme le montrent les scores composites présentés dans l'Étude 2010. Les pays à haut score comprennent l'Australie, Brunei Darussalam, le Japon, la Nouvelle-Zélande, la République de Corée, Singapour et Hong Kong et Macao (Chine). Les autres pays présentent encore des insuffisances infrastructurelles considérables, particulièrement les économies les moins avancées, les économies sans littoral et les petites économies insulaires dont la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Népal, la République démocratique populaire lao, les Îles Salomon, le Cambodge, le Bhoutan, Vanuatu et la Mongolie. Si les pays pouvaient investir dans les moyens de combler le manque de développement socioéconomique, ils pourraient aussi améliorer la qualité de vie pour tous et accroître la demande globale régionale, ouvrant la voie à une croissance économique plus inclusive et durable. Il faudrait à cette fin des niveaux d'investissements élevés et soutenus qui supposeraient la création d'une nouvelle architecture financière régionale pour mobiliser les ressources nécessaires à l'intérieur de la région et au-delà.

C. Déséquilibres écologiques

42. La région Asie-Pacifique souffre aussi de graves déséquilibres écologiques dont témoignent notamment la dégradation de ressources naturelles comme les forêts et l'eau douce, l'utilisation non durable de l'énergie et l'augmentation rapide des émissions de carbone. Cette dégradation, qui ne semble peut-être pas avoir des conséquences économiques immédiates, empêche cependant de parvenir à une croissance économique soutenue dans le long terme. Des investissements destinés à redresser les déséquilibres pourraient aider les pays à préserver leur environnement naturel dont dépendent tant de pauvres et à maintenir la base nécessaire à la croissance de long terme. Dans le court terme, les pays exerceraient une stimulation économique immédiate qui contribuerait également à soulager la pauvreté.

43. En bref, tout en prenant des mesures pour remédier aux déséquilibres macroéconomiques, développementaux et écologiques, les pays de la région ont devant eux l'occasion de créer de nouveaux moteurs pour une croissance inclusive qui pourrait les aider à retrouver leur dynamisme économique. Près d'un milliard de personnes vivent dans la pauvreté dans la région. Ces personnes sont aussi une source potentielle de demande capable de dynamiser la consommation et les investissements

privés si les programmes nationaux de développement réussissent. De même, les économies d'Asie et du Pacifique se trouvent devant la possibilité de développer des industries et des activités commerciales nouvelles et plus écologiques en exploitant des innovations économes en énergie et en matériaux. En suivant cette voie, elles pourraient offrir des produits à la portée économique des pauvres, tout en maintenant la croissance et en favorisant la durabilité environnementale.

44. Au lendemain de la crise économique mondiale, l'Étude 2010 soutient que la croissance inclusive et durable est une condition non seulement souhaitable mais nécessaire du rétablissement du dynamisme régional. Elle décrit des choix de politique économique aux niveaux national et régional conçus pour aider à libérer la demande intérieure et régionale latente afin de redresser les trois déséquilibres d'une manière intégrée.

IV. UNE POLITIQUE ECONOMIQUE DE CROISSANCE INCLUSIVE ET DURABLE

45. L'Étude 2010 de la CESAP analyse les moyens de renforcer la demande et l'offre globales qui pourraient confirmer l'engagement des pays sur la voie du développement inclusif et durable et les aider à apporter leur contribution au renforcement de la connectivité régionale. Elle propose un programme en quatre parties pour aider à augmenter la consommation nationale, plus une cinquième partie pour la consommation régionale.

A. Renforcer la protection sociale

46. Si les ménages pauvres pouvaient compter sur des mécanismes de protection sociale qui déclenchent automatiquement des aides sociales dans les moments difficiles, ils pourraient continuer à s'alimenter et à utiliser les services d'éducation et de santé. En temps normal, leur besoin de constituer une épargne de précaution se réduirait et ils pourraient ainsi consacrer une plus grande partie de leur revenu à la consommation. Les mécanismes de protection sociale servent donc de stabilisateurs automatiques ; ils procurent un soutien aux ménages en période de crise et, ce qui est non moins important, ouvrent de plus vastes possibilités de développement, individuel et national.

47. La région Asie-Pacifique peut mettre en avant d'ambitieux exemples de programmes de sécurité sociale susceptibles d'être répétés et élargis hors de leur environnement d'origine. Depuis 2001, le Gouvernement thaïlandais finance des services de soins de santé pour toute la population du pays qui n'est pas couverte par un autre régime d'assurance. En Inde, la loi sur la garantie nationale de l'emploi rural garantit 100 jours d'emploi par an aux membres adultes des ménages ruraux au titre d'un programme qui tient compte de la situation différente des femmes et des hommes. Depuis plusieurs années, les Philippines versent, dans le cadre du Pantawid Pamilyang Pilipino Program (les « 4P »), des allocations conditionnelles en espèces aux ménages pauvres pour couvrir leurs besoins de santé et d'éducation.

B. Encourager une seconde révolution verte pour l'agriculture et le développement rural

48. Depuis les années 1970, la croissance agricole s'est appuyée largement sur les progrès de la « révolution verte » qui ont aidé l'Asie et le Pacifique à augmenter considérablement les rendements, fût-ce au prix des problèmes connexes dus aux besoins élevés de facteurs de production. Pour poursuivre l'objectif d'une croissance économique dans un meilleur « équilibre », la région a besoin d'une seconde révolution verte qui associe les progrès de la science et les innovations du génie

agricole à ses propres savoirs traditionnels et qui puisse renforcer l'endurance environnementale de l'agriculture. Il revient aussi aux pouvoirs publics de rendre l'agriculture socialement plus inclusive en restituant la propriété des terres et des ressources aux agriculteurs et en donnant aux pauvres les moyens économiques qui leur font défaut. Ils devront, dans ce but, fixer des prix corrects pour les principaux facteurs de production et créer des institutions qui aident les petits producteurs à réaliser des économies d'échelle au stade de la commercialisation et dans l'accès aux marchés internationaux. Il peut arriver que les gouvernements aient essayé précédemment d'utiliser à cette fin des services de l'administration publique. La meilleure voie à suivre dans l'avenir semble passer au contraire par des organisations au niveau des communautés et des groupes d'entraide d'agriculteurs. Les partenariats internationaux et la coopération Sud-Sud pourraient aussi contribuer à l'avènement d'une seconde révolution verte tout en répondant aux préoccupations de sécurité alimentaire.

C. Soutenir les nouveaux moteurs de la croissance : les innovations vertes

49. Les politiques de « croissance verte » encouragent la consommation et la production écologiquement durables pour favoriser le développement socialement inclusif et peu générateur de carbone. Les pouvoirs publics peuvent choisir l'instrument de la politique industrielle et collaborer avec les entreprises pour promouvoir les investissements dans les technologies et les produits écologiques. Ces investissements ne seront pas nécessairement profitables immédiatement. C'est pourquoi un soutien des pouvoirs publics peut être nécessaire initialement en faveur des technologies écologiques. Le secteur public pourrait aussi aider à développer et à commercialiser des produits qui améliorent généralement le bien-être de la population en encourageant des innovations d'un coût raisonnable et écologiquement saines comme les systèmes électriques solaires individuels diffusés par Grameen Shakti dans les campagnes du Bangladesh. De nombreux pays d'Asie et du Pacifique, dont le Japon, la Chine, l'Inde et la République de Corée, répandent l'usage de ces innovations dans le cadre de la planification nationale des mesures de lutte contre les changements climatiques. La Chine, par exemple, est devenue le premier investisseur dans l'énergie propre où ses investissements ont atteint 34,6 milliards de dollars en 2009. La République de Corée prévoit de dépenser 84 milliards de dollars sur cinq ans pour faire des industries écologiques des moteurs de la croissance. Les gouvernements peuvent aussi encourager l'adoption de pratiques et de technologies écologiquement saines par des réglementations, des mécanismes d'incitation et une fiscalité appropriés.

50. L'introduction des innovations de ce type pourrait s'accélérer dans les pays en développement si les pays développés qui possèdent déjà des technologies douces pour l'environnement assouplissaient certains aspects de leurs régimes de propriété intellectuelle et apportaient l'aide d'un soutien financier suivant les principes des responsabilités communes mais différenciées consacrés dans la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Les pays en développement pourraient aussi s'entraider dans le domaine de la consommation et de la production durables en partageant leurs données d'expérience et leurs meilleures pratiques. Plusieurs de ces pays d'Asie et du Pacifique possèdent déjà des capacités technologiques diverses dans des domaines comme la production des biocarburants, la gestion des déchets l'énergie solaire et l'énergie éolienne. L'organisation non-gouvernementale bangladaise Waste Concern, par exemple, a mis au point un système d'usines de traitement décentralisées pour la gestion des déchets solides ; avec l'appui de la CESAP, elle a encouragé l'emploi de formules similaires au Pakistan, au Sri Lanka et au Vietnam.

D. Renforcer l'inclusion financière

51. Un système financier qui fonctionne bien est essentiel pour la croissance économique mais ne suffirait pas à lui seul pour obtenir une augmentation de la demande globale. Pour que les pauvres parviennent à réaliser pleinement leurs capacités de marché potentiel, il faut qu'ils aient accès à un assortiment de produits et de services financiers plus variés et mieux adaptés. Des produits d'épargne, de crédit et d'assurance ajustés à leurs besoins, à des conditions plus avantageuses et assortis d'exigences de garanties moins rigoureuses, seraient essentiels et ont déjà montré concrètement qu'ils produisaient l'effet recherché. Par exemple, les ménages qui peuvent avoir accès aux microfinances et à la micro-assurance se trouvent dans une meilleure position pour augmenter leurs revenus et améliorer la qualité de vie de leur famille mesurée par les niveaux de nutrition et d'instruction. De plus, les femmes qui vivent dans ces ménages tendent à avoir une plus grande autonomie de décision et davantage de possibilités d'améliorer le bien-être de la famille. À ce jour, cependant, dans la plupart des pays en développement d'Asie et du Pacifique, les services financiers ne sont utilisés que par une petite fraction de la population. Le plus souvent, les pauvres n'ont accès ni au secteur financier formel ni aux services des banques commerciales. Des obstacles existent du côté de la demande comme du côté de l'offre. Il appartient donc aux pouvoirs publics d'établir un environnement institutionnel et juridique favorable à des systèmes bancaires inclusifs, équitables et efficaces afin d'élargir et de protéger les options dont disposent les pauvres.

E. Construire un cadre régional d'action coopérative

52. La région de l'Asie et du Pacifique, qui englobe quelques-unes des économies les plus vastes et à la croissance la plus rapide, pourrait devenir une puissante machine économique si elle parvenait à intégrer son propre marché régional. L'évolution dans ce sens nécessiterait l'adoption d'un nouveau modèle de développement, plus inclusif et plus durable. Pour des raisons historiques, politiques et topographiques, la région a eu jusqu'à présent de meilleures liaisons avec l'Europe et l'Amérique du Nord qu'entre ses propres éléments constitutifs.

53. L'Étude 2010 signale quatre priorités pour créer les moyens d'exploiter les complémentarités de la région et l'aider à s'engager sur la voie d'un développement plus inclusif et plus durable :

a) *Intégration économique régionale* : La région Asie-Pacifique abrite un réseau complexe de groupements politiques dont les dirigeants ont réfléchi récemment à la création d'un espace économique unifié. Le moment est venu de passer de la réflexion à l'action. Les progrès pourraient ainsi être accélérés au sujet de deux propositions actuelles qui se recoupent : l'Accord de libre-échange en Asie de l'Est qui rassemble le groupement ASEAN+3 et le Partenariat économique global en Asie de l'Est (CEPEA) du Sommet de l'Asie de l'Est, dont les membres comprennent ceux du groupement ASEAN+3 plus l'Australie, l'Inde et la Nouvelle-Zélande (ASEAN+6). Les propositions pourraient être vues comme des étapes à suivre vers un marché Asie-Pacifique unifié élargi et une communauté économique ;

b) *Politiques intégrées du commerce et des transports* : La région a amélioré ses réseaux routiers et ferroviaires mais l'infrastructure ne peut pas être utilisée efficacement faute d'un cadre juridique et réglementaire permettant aux véhicules, aux biens et aux personnes de franchir les frontières et le territoire des pays de transit. Dans de nombreuses parties de la région, les déplacements internationaux sont entravés par des procédures et des formalités lentes et onéreuses. La région a besoin de développer un système de transport multimodal intégré. Dans un tel système, les postes de transfert intermodal, également appelés ports secs, sont autant

de maillons d'une chaîne continue par laquelle les marchandises, les conteneurs où les véhicules peuvent être transbordés en utilisant le mode de transport le plus efficace ainsi que les moyens de certification de la qualité des produits, d'emballage, d'inspection et de traitement des documents commerciaux. Les zones alentour des ports secs pourraient devenir des pôles de croissance et attirer des investissements et des emplois vers les arrière-pays défavorisés, tout en soulageant la pression sur les espaces côtiers. Avec pour points d'appui les réseaux de la Route d'Asie et du Chemin de fer transasiatique, le secrétariat de la CESAP aide la région à établir un réseau de ports secs tout en renforçant la facilitation du commerce et de transport. La CESAP et les organisations régionales collaborent avec l'ASEAN pour définir un plan directeur pour la connectivité ;

c) *Superautoroutes des technologies de l'information et des communications (TIC)* : L'élargissement des marchés et des possibilités d'activités économiques, de même que la création d'un espace économique plus unifié, dépend avant tout d'une amélioration de la connectivité intrarégionale des TIC qui réduise la fracture numérique et accélère les flux transfrontaliers d'information et de communication. L'une des principales tâches serait d'étendre la largeur de bande internationale, particulièrement pour les pays en développement sans littoral et les pays en développement insulaires du Pacifique. Une connectivité améliorée pourrait aider à créer des systèmes d'alerte avancée et de réaction aux catastrophes ;

d) *Architecture financière régionale* : La crise économique mondiale a révélé clairement le manque de possibilités de réaction régionale. Les pouvoirs publics ont dû créer la plupart des mesures. Jusqu'à présent, la coopération s'est bornée essentiellement à l'Initiative de Chiang-Maï qui a pris un caractère multilatéral par la création d'une réserve de 120 milliards de dollars destinés à répondre aux besoins provisoires de liquidités des pays de l'ASEAN+3. La région a besoin de développer davantage son architecture financière en créant des mécanismes d'intermédiation entre ses abondantes ressources d'épargne et ses besoins insatisfaits d'investissements. Il serait possible, par exemple, de créer un fonds de développement des infrastructures géré par une institution régionale. Si cette institution pouvait recueillir ne seraient-ce que 5 % des réserves de la région, voisines de 5 billions de dollars, elle disposerait d'un capital de départ de 250 milliards de dollars et pourrait emprunter auprès des banques centrales de la région. La mise en commun des réserves pourrait aider à financer certains besoins régionaux d'investissements pour les transports, l'énergie, l'eau et les télécommunications dont le montant est estimé à plus de 800 milliards de dollars par an.

54. La coordination des taux de change serait aussi un domaine de compétence utile pour le nouveau dispositif financier. À mesure que les échanges commerciaux augmentent entre les économies de la région, un mécanisme de gestion monétaire s'impose pour veiller à la stabilité commerciale et macroéconomique. Une possibilité envisageable serait un mécanisme de parité par rapport à un panier de monnaies comprenant un certain nombre de monnaies de réserve au lieu du seul dollar des États-Unis, assortie d'une pondération commune déterminée par la part dans les échanges commerciaux régionaux.

55. Si les gouvernements pouvaient compter sur un mécanisme régional de réaction aux crises et de prévention des crises pourvu des moyens nécessaires, ils n'éprouveraient pas autant le besoin de constituer d'importantes réserves de devises pour se protéger contre les attaques spéculatives et les crises de liquidité et pourraient donc utiliser leurs réserves pour des investissements plus productifs. Cependant, le renforcement de la coopération régionale ne doit pas être considéré comme une solution de remplacement d'une pleine participation aux relations économiques mondiales. Il faut au contraire l'envisager comme un complément de cette

participation qui permet de combler les vides et de construire les éléments constitutifs d'une coopération multilatérale mondiale.

56. Une nouvelle architecture financière régionale contribuerait à faire progresser la coordination des politiques économiques et à dégager une position de l'Asie et du Pacifique à l'égard des différentes propositions mondiales qui émanent du G-20, de l'ONU et d'autres organisations. Les propositions en cours de discussion concernent notamment une monnaie de réserve mondiale adossée aux DTS, une taxe mondiale sur les opérations financières qui servirait à modérer les flux financiers de court terme et une réglementation internationale du secteur financier qui protégerait contre les prises de risques excessives.

57. La région Asie-Pacifique a devant elle une occasion historique de coopération régionale. Au cours des tous derniers mois, certaines des grandes économies de la région ont entrepris un processus d'approfondissement de l'engagement mutuel. Pour avancer dans la réalisation de leurs projets plus ambitieux, elles devront dépasser le stade des déclarations générales d'intention.

58. Les États membres peuvent compter sur la CESAP, qui est l'organe régional de l'ONU et le lieu de convergence de la région Asie-Pacifique, pour leur fournir les analyses et pour faciliter le consensus indispensable à la poursuite du voyage collectif.

- - - - -